



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Minimum jeunesse

Question au Gouvernement n° 4032

Texte de la question

MINIMUM JEUNESSE

M. le président. La parole est à M. Boris Vallaud.

M. Boris Vallaud. En janvier 2019, nous proposons l'expérimentation du revenu de base... Refus du Gouvernement et de la majorité.

Au commencement de la crise, en avril 2020, nous proposons une aide d'urgence de plusieurs centaines d'euros pour tous les jeunes, pour tous les étudiants bénéficiant de l'aide personnalisée au logement ou d'une bourse... Refus du Gouvernement, de la majorité et du rapporteur général du budget, M. Saint-Martin.

Au mois de juin, nous proposons de renforcer de 350 millions d'euros les aides aux jeunes précaires... Refus du Gouvernement, refus de la majorité, refus du rapporteur général !

En décembre, pour venir au secours de cette jeunesse qui se noie, nous réitérons nos propositions... Refus du Gouvernement, refus de cette majorité, refus du rapporteur général, le même M. Saint-Martin !

Au mois de février, nous proposons un revenu minimum jeunesse parce que nous voyions se grossir les rangs devant les banques alimentaires et que nous savons à quel point la crise est dure pour cette jeunesse qui doute aujourd'hui de son avenir... Refus du Gouvernement, refus de la majorité ! En proposition de repli, nous demandions alors, comme il y a quelques jours encore avec le collègue Ruffin, l'ouverture, le temps de la crise, du RSA à ces jeunes... Nouveau refus de la majorité, nouveau refus du Gouvernement ! Vos dénégations, monsieur le Premier ministre, laissent entendre que pour tout jeune, il y avait une autre solution : la réalité est évidemment toute différente, en dépit des efforts que vous déployez mais qui sont insuffisants.

Et voilà que dans la campagne des régionales, nous apprenons que ce qui était impossible à l'Assemblée nationale devient possible au plan régional ! que ce qui relevait de l'assistanat relève à présent de la solidarité ! que ce qui n'était pas finançable au plan national le devient au plan régional ! (*Protestations sur les bancs du groupe LaREM.*)

Mme Émilie Bonnavard. Il a tout à fait raison !

M. Erwan Balanant. Quelle est la question ?

M. Boris Vallaud. Monsieur le Premier ministre, vous qui conduisez cette campagne comme nous l'avons vu lors de votre réponse tout à l'heure, pouvez-vous arrêter de faire commerce de la difficulté de la jeunesse et vous ranger au grand compromis républicain que nous proposons, qui consiste à ouvrir le minimum jeunesse à

18 ans, le temps de la crise ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC et GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion. Je vous remercie, monsieur Vallaud, de me donner l'occasion de le redire : jamais un Président de la République n'aura autant placé la jeunesse au cœur de son projet, en mobilisant tous les moyens de l'action publique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Pierre Cordier. Cirage ! Cirage ! Cirage !

M. Fabien Di Filippo. Arrêtez de commencer vos réponses comme ça ! Vous vous décrédibilisez !

Mme Élisabeth Borne, ministre. C'est tout le sens du plan Un jeune, une solution, que nous avons présenté dès le mois de juillet dernier et qui mobilise plus de 9 milliards d'euros pour apporter une réponse à chaque jeune,...

M. Pierre Cordier. Tout ne passe pas par l'argent, madame la ministre !

Mme Élisabeth Borne, ministre. ...pour l'aider à trouver un emploi, un apprentissage ou une autre formation, en tout cas pour qu'il bénéficie d'un accompagnement vers l'emploi. Et ce plan, contrairement à ce que vous laissez entendre, porte ses fruits : 1,5 million de jeunes ont été recrutés en CDD de plus de trois mois ou en CDI entre le mois d'août et la fin mars, c'est quasiment autant qu'avant la crise ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LaREM.*) Plus de 516 000 contrats d'apprentissage ont été signés en 2020, un record absolu dans notre pays, et plus de 300 000 jeunes se sont engagés depuis le début de l'année dans un accompagnement vers l'emploi,...

M. Boris Vallaud. Mensonge !

Mme Élisabeth Borne, ministre. ...accompagnement qui peut désormais être assorti d'une allocation jusqu'à 500 euros.

Et je vous confirme que le Gouvernement considère que la jeunesse mérite mieux qu'une allocation (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs des groupes SOC et FI*) et que chaque jeune doit pouvoir bénéficier d'une allocation s'il en a besoin, mais surtout d'un accompagnement personnalisé vers l'emploi. Nous travaillons avec les collectivités, qui ont tout leur rôle à jouer dans ce domaine, que ce soit les régions, les départements ou les intercommunalités. Je signerai prochainement un partenariat...

M. David Habib. Vous êtes en difficulté !

Mme Élisabeth Borne, ministre. ...avec l'ADCF, l'Assemblée des communautés de France, pour que tout le monde soit mobilisé au service de notre jeunesse. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Boris Vallaud](#)

Circonscription : Landes (3^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4032

Rubrique : Jeunes

Ministère interrogé : Travail, emploi et insertion

Ministère attributaire : Travail, emploi et insertion

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 mai 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 mai 2021](#)